

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1673>



Epandage aérien en Guadeloupe : Communiqué de presse du LKP "Non au mépris Non à l'épandage aérien, non au téléphérique"



Date de mise en ligne samedi 17 décembre 2011

- Dossier spécial LKP - Expressions -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Communiqué de presse

A propos de la dérogation sur l'épandage aérien en Guadeloupe

« Le Ministre de l'Agriculture, Bruno LEMAIRE, a annoncé Mardi 13 avoir donné son autorisation pour des traitements par épandage aérien dans les DOM afin de lutter contre un champignon qui menace la récolte de bananes », selon une dépêche AFP du même jour. Une fois de plus, c'est avec le plus grand mépris pour les Travailleurs et les Peuples de Guadeloupe et Martinique, que l'Etat Français accorde une nouvelle dérogation aux lobbies des gros planteurs de bananes. Bruno LEMAIRE les autorise donc à déverser des tonnes de produits chimiques nocifs à la santé humaine par voie aérienne et cela dans le but de préserver leurs profits financiers.

Ainsi, malgré l'interdiction de l'épandage aérien en France et en Europe, l'Etat Français a choisi de distribuer des dérogations aux **pwofitan davwa nou pa moun**. Et pour se décharger de toute responsabilité, l'Etat organise une enquête publique « discrète voire secrète » **pou pon moun pa vini di yo pa dakò** en mettant un dossier à la disposition du public en préfecture. Dans la pratique, c'est un véritable parcours du combattant pour consulter ce fameux document.

Men pli bèl la ka vini. Cette consultation n'est qu'un leurre pour nous donner l'illusion de participer à un quelconque débat démocratique. En vérité, **nou adan on bal makak**. La consultation en Guadeloupe se termine le 23 décembre et pourtant le ministre de l'agriculture de la France a d'ores et déjà annoncé la décision d'autoriser l'épandage aérien. **Nou pa moun !**

Ces pratiques dérogatoires nous rappellent étrangement l'empoisonnement à la chloredécone. En effet, pour préserver les intérêts financiers des **pwofitan**, l'Etat Français n'hésita pas à accorder pendant 20 ans, toutes les autorisations et dérogations nécessaires pour nous empoisonner.

Travailleurs, Peuple de Guadeloupe :

- ▶ Refusons de laisser ces mêmes assassins nous tuer encore une fois ;
- ▶ Refusons l'empoisonnement des nos terres, de nos êtres, de nos vies et de celles des générations futures ;

Wi

- ▶ Ce sont les mêmes que l'on retrouve dès qu'il s'agit de profits financiers au mépris de la santé humaine avec la pleine et entière bénédiction de l'Etat et des institutions locales ;
- ▶ Ce sont les mêmes qui nous ont empoisonné à la chloredécone ;
- ▶ Ce sont encore les mêmes que l'on retrouve dans le fameux dossier du téléphérique de la Soufrière.

Sa yo vlé sé anpwazoné nou, anpwazoné vi a timoun annou é volé tè a Péyi la pou fè lajan. NON, Gwadeloup sé tan nou, a pa ta yo. Nou péké lésé yo fè sa yo vlé an péyi annou.

LKP demande à tous les Guadeloupéens, à tous ceux qui aiment la Guadeloupe à s'opposer par tous moyens à la lapidation de notre patrimoine naturel et à l'empoisonnement de nos êtres ;

NON AU MEPRIS - NON A L'EPANDAGE AERIEN - NON AU TELEPHERIQUE

Pou LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Elie DOMOTA

Lapwent, 13 Désanm 2011